



HAL
open science

À propos d'une note post-abolitionniste en provenance du Pérou.

Jean-Pierre Tardieu

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Tardieu. À propos d'une note post-abolitionniste en provenance du Pérou.. Colombe Couëlle. Le cabinet de curiosités : mélanges offerts à Claude Wanquet, L'Harmattan; Université de La Réunion, pp.209-218, 2001, 978-2-7475-0130-9. hal-04049989

HAL Id: hal-04049989

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-04049989v1>

Submitted on 27 Apr 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

À PROPOS D'UNE NOTE POST-ABOLITIONNISTE EN PROVENANCE DU PÉROU

L'abolition de l'esclavage au Pérou fut tardive : valets d'armes des conquérants, puis travailleurs serviles des exploitations minières et agricoles ou domestiques et journaliers urbains¹, les Noirs durent attendre le 3 décembre 1854, soit plus de trois siècles, pour obtenir l'affranchissement grâce à un décret du général Ramón Castilla, ancien président de la république, en révolte contre l'autorité de son successeur, José Rufino Echenique. Le Pérou fut donc la dernière des anciennes provinces continentales du Nouveau Monde espagnol à concéder la liberté à ses esclaves. Comme partout ailleurs, cela ne se fit point sans difficulté. L'hostilité des esclavagistes² ne cessa de se manifester même après l'application du décret, ainsi que le fait apparaître un document anonyme appartenant à la section des manuscrits d'Amérique de la Bibliothèque Nationale de Madrid dont on trouvera la teneur en annexe³. Ce texte mérite notre intérêt pour les distorsions historiques dont il fait montre, particulièrement significatives de la nostalgie éprouvée par certains représentants des groupes de pouvoir.

LE CONTEXTE HISTORIQUE

L'historien Carlos Aguirre a publié, il y a quelques années, une rigoureuse étude du long processus d'émancipation des esclaves de la république péruvienne, indépendante de l'ancienne puissance coloniale

¹ Voir : Frederick P. BOWSER, *The African Slave in Colonial Peru. 1524-1650*, Stanford : Stanford University Press, 1974 ; Jean-Pierre TARDIEU, « Le soldat noir au Pérou (XVI^e-XVII^e siècles) », *Mélanges de la Casa de Velázquez* 28 (2), Madrid : 1992, p. 87-100.

² Elle se manifesta pendant de nombreux mois, notamment à travers les articles et le courrier des lecteurs (« comunicados ») des journaux *El heraldo de Lima* et *El comercio* que nous nous proposons prochainement d'analyser dans une plus ample étude.

³ B.N.M., ms 12 932⁴, s.d.

depuis le 28 juillet 1821⁴. Nous y puiserons quelques données, afin de mettre en valeur la partialité du document analysé ci-dessous. Mais avant, il convient de brosser rapidement le portrait des deux principaux protagonistes du récit, dont l'affrontement fut à la base de la publication du décret.

Rien ne laissait présager que Don Ramón Castilla parviendrait au faite du pouvoir. Métis d'humble origine, puisqu'il passa une partie de sa jeunesse comme bûcheron au service de son père, originaire de Buenos Aires, il s'engagea au Chili dans les troupes royalistes et tomba prisonnier lors de la bataille de Chacabuco remportée par San Martín. Transféré à Buenos Aires, il regagna le Pérou, mais pour se joindre aux troupes du Libérateur. Au combat décisif d'Ayacucho, son comportement héroïque lui valut sa nomination de sous-préfet de Tarapacá. Des dissensions avec Bolívar, puis Santa Cruz, l'incitèrent à gagner une nouvelle fois le Chili d'où il lutta contre la confédération péruano-bolivienne. Participant à l'invasion de la Bolivie, il se retrouva de nouveau prisonnier et ne rentra au Pérou qu'une fois la guerre terminée. Il y fut élu président de la république le 20 avril 1845 et acheva son premier mandat le 20 avril 1851, après s'être distingué dans le redressement économique du pays.

L'œuvre de son successeur, le général José Rufino Echenique, est qualifiée de progressiste par les historiens de l'époque, du moins dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage, des mines, du commerce et de l'industrie. Car son attitude conservatrice lui fit bientôt perdre une bonne partie de sa popularité, ce qui justifia en 1854 le soulèvement, vite réprimé, du général Domingo Elías. La partie s'avéra plus rude avec Ramón Castilla qui dirigea ses troupes d'Arequipa vers le Cuzco, puis Ayacucho, pour se présenter enfin aux portes de la capitale où il remporta la victoire de la Palma le 5 janvier 1855. D'abord président provisoire, Ramón Castilla assumait un second mandat constitutionnel jusqu'en 1862.

Lors de cet affrontement, les esclaves furent l'objet de la convoitise des deux rivaux. Comme le souligne Carlos Aguirre, les intellectuels n'ignoraient rien du débat au sujet de l'émancipation des esclaves et des menées anglaises à cet égard. Les Noirs, d'ailleurs, ne restaient pas sans réagir : le marronnage, le banditisme et les révoltes, telles celles de l'hacienda de San Pedro, au sud de Lima, entre 1826 et 1844, troublaient en permanence la « paix publique ».

La menace de Castilla amena Echenique à prendre des mesures, affirma-t-il, afin d'« assurer le triomphe des institutions et de l'ordre social ». Il lui fallait « organiser une armée de réserve » ce qui imposait d'« autres exigences sociales » découlant de « l'humanité et des progrès du siècle ». D'où le décret d'abolition partielle que signa le président le 18 novembre 1854 : « tout esclave domestique ou d'hacienda qui se

4 *Agentes de su propia libertad. Los esclavos de Lima y la desintegración de la esclavitud. 1821-1854*, Lima : Pontificia Universidad Católica del Perú, 1993.

présentera au service de l'armée obtiendra sa liberté de ce simple fait, et la grâce sera étendue à sa femme légitime ». La seule condition était de rester au moins deux ans sous les armes et les propriétaires lésés recevraient une indemnité compensatrice⁵.

Le 3 décembre 1854, soit plus d'un mois avant la bataille finale, Castilla coupa l'herbe sous les pieds du président constitutionnel, en prenant à Huancayo un décret semblable, qu'il avait d'abord eu l'intention, assura-t-il, de publier après avoir renversé le tyran. Dans un souci de justice, qui s'opposait à toute contrepartie, il proclama donc la liberté inconditionnelle des esclaves, en excluant toutefois — échange de bons procédés — ceux qui auraient accepté les conditions d'Echenique. Par respect pour le concept de propriété, il s'engageait à verser aux maîtres le « juste prix » correspondant à la valeur de leurs esclaves.

Une fois son adversaire renversé, Castilla confirma le 23 janvier 1855 son engagement tout en cherchant à limiter les effets néfastes de la décision. Les esclaves, en échange d'un salaire, resteraient pendant trois mois au service de leurs maîtres afin de terminer les travaux agricoles en cours, à moins d'obtenir la permission de passer dans une autre propriété. Les Noirs improductifs seraient expulsés des haciendas, et les vagabonds désœuvrés se verraient déportés dans les îles de Chincha. Le service domestique continuerait à être assuré par les anciens esclaves jusqu'à leur remplacement, et une commission de propriétaires se chargea d'élaborer un règlement pour le travail des champs, d'une particulière sévérité selon une analyse de l'époque⁶ citée par Carlos Aguirre⁷. Le 9 mars 1855, l'indemnité à verser aux propriétaires fut fixée à 300 pesos par individu, ce qui correspondait au prix moyen d'un esclave sur le marché liménien, remarque l'historien⁸.

L'indemnisation donna lieu à d'importantes fraudes⁹ de la part des hacendados, qui leur permirent soit de payer leurs dettes, soit d'injecter de nouveau capitaux dans l'agriculture. La mesure était d'autant plus intéressante, explique Aguirre, que les maîtres étaient conscients « de l'érosion des instruments de contrôle des esclaves ». D'ailleurs ils n'avaient pas renoncé pour autant à l'exploitation coercitive du travail humain,

5 Les citations, provenant de l'ouvrage de Carlos AGUIRRE (p. 297-298), sont tirées de : Juan de Oviedo, *Colección de leyes, decretos y órdenes publicadas en el Perú desde el año de 1821 hasta el 31 de diciembre de 1859*, Lima : F. Bailly, éd., 16 vol., vol. IV, p. 370-371.

6 Santiago Tavera, *Abolición de la esclavitud en el Perú*, Lima : Imprenta del Comercio, 1855, p. 34.

7 *Op. cit.*, p. 300-301.

8 Sources : Juan de Oviedo, *op. cit.*, vol. IV, p. 373-375.

9 Une « commission de manumission » (*junta de manumisión*), constituée par les représentants des propriétaires, fut chargée de contrôler les titres de propriété des maîtres, puis de les indemniser en argent liquide ou en billets à ordre payables par des sociétés étrangères exploitant le guano de la côte, principale source de revenus de l'Etat et ... facteur de divisions politiques. On devine les difficultés éprouvées par les propriétaires : l'existence des plus humbles — parmi lesquels se trouvaient de nombreuses femmes — dépendait souvent des revenus versés par leurs esclaves

puisque dès le début des années 50 ils se préparèrent à remplacer la main d'œuvre servile par l'importation massive de coolies chinois¹⁰.

Voilà donc des données qui vont éclairer singulièrement notre texte.

ANALYSE DU DOCUMENT

Provenant d'une « famille espagnole distinguée », souligne cet écrit, Don Rufino Echenique s'était marié avec la fille de Don Pío Tristán, dernier vice-roi. En fait une junta de militaires et de civils loyalistes, réunie au Cuzco, avait vainement nommé ce général à la tête de la vice-royauté pour résister aux derniers assauts des patriotes après la victoire d'Ayacucho du 9 décembre 1824. Echenique n'avait cessé de défendre « les intérêts des classes aisées », ce qui faisait de lui, reconnaît volontiers l'auteur, « d'une certaine façon le représentant des anciennes traditions espagnoles ». Bref, l'insistance sur les liens familiaux et politiques de l'ancien président avec le parti conservateur libéral met en évidence la nostalgie de l'auteur anonyme pour le passé colonial.

Par contre l'engagement de Castilla aux côtés des petites gens (« *las clases ínfimas* ») est présenté comme l'effet d'un manque de culture (« *poco ilustrado* »), lié — cela est sous entendu — à une petite naissance, et surtout d'une ambition démesurée, heureusement secondée par une prédisposition naturelle à gouverner et un bon discernement (« *dotes de gobierno* », « *conocedor de las personas y cosas de su país* »). Ce serait donc plus son caractère qui aurait poussé Castilla à se soulever contre l'autorité légitime d'Echenique que le désir de s'opposer à une politique liée à l'oligarchie traditionnelle, qui n'aurait été qu'un prétexte.

La mauvaise foi de l'auteur de la note apparaît clairement lorsqu'il présente la volonté du nouveau gouvernement d'abolir l'esclavage comme une mesure relevant des « théories des plus radicaux » ou des « principes ultra-libéraux ». Or, nous l'avons fait remarquer plus haut, Castilla ne fit que prendre de vitesse son adversaire : la surenchère tenait apparemment plus de la tactique militaire que d'un véritable engagement politique, pourtant indubitable de la part des conseillers du *caudillo*. Les aména-

placés comme travailleurs journaliers, d'où l'accusation portée à l'encontre des membres de la commission de favoriser en priorité les intérêts des grands propriétaires dont le gouvernement craignait les réactions. Une longue polémique s'établit entre ces propriétaires et la commission d'une part et entre celle-ci et le gouvernement d'autre part, qui se poursuivit pendant plus de deux ans à travers les journaux *El Heraldo de Lima* et *El Comercio*.

Carlos Aguirre s'appuie sur Ricardo Palma, auteur des célèbres *Tradiciones Peruanas*, qui affirme que l'Etat versa des indemnités pour 25 505 esclaves, alors qu'il n'y en avait qu'environ 17 000 en 1854 ; *op. cit.*, p. 302. En l'absence de titres de propriétés notariés, la commission se vit obligée d'accepter des documents de substitution et des témoignages, ce qui, bien évidemment, favorisa la fraude qui devint un des thèmes de la polémique dont on trouve de nombreuses traces dans les deux journaux cités ci-dessus.

10 *Op. cit.*, p. 308.

gements apportés par la suite au décret de Huancayo protégèrent d'une façon scandaleuse les intérêts des propriétaires, qui avaient déjà, face à leur perte de contrôle du système esclavagiste, préparé l'évolution dès 1850 grâce à l'importation de la main-d'œuvre chinoise dont la docilité était particulièrement appréciée¹¹, alors que notre document dénonce « le caractère astucieux et le peu de goût pour le travail des descendants de Confucius ». Ce recours ne fut donc point postérieur à l'abolition, et les Chinois ne s'étaient pas montrés moins résistants que les Noirs « aux brûlants rayons du soleil des tropiques, aux très durs travaux que nécessitent la culture du riz et celle de la canne », car le climat de la côte péruvienne ne leur opposait pas une particulière hostilité.

Nous l'avons vu, toute l'aide nécessaire fut prévue pour pallier les effets néfastes d'une rupture, contrairement aux affirmations de la note (« *una medida que, tomada de improviso y sin la prudente preparación, iba a causar la completa ruina de sus intereses* »). L'indemnisation fut loin d'être aussi illusoire que le prétend le document, même si la situation du trésor était précaire, grâce aux revenus provenant de l'exploitation du *guano*.

Et que dire du prétendu désarroi des classes possédantes, lorsqu'on sait que leurs représentants furent intimement associés à l'élaboration du nouveau règlement du travail rural, dont Santiago Távora reconnut en 1855 qu'il préfigurait « un état social pire que l'esclavage aboli »¹² ? De sorte que les changements (« l'agriculture au Pérou fut entièrement ruinée... ») ne furent pas aussi dévastateurs que le déclare l'auteur, qui procède par amalgame et grossissement de faits anecdotiques. Si, après la publication du décret, bon nombre d'esclaves manifestèrent une réaction de rejet face au travail, cette attitude ne fut certes pas générale et la plus grande partie de la main-d'œuvre rurale et urbaine, une fois disparu un sentiment naturel d'euphorie, resta au service des propriétaires.

Les bandes de Noirs (les *montoneras*), phénomène déjà ancien¹³, ne semèrent pas « la ruine et la désolation » dans toute la campagne avant de

11 Domingo Elías et J. M. Rodríguez publièrent à Lima en 1851 un ouvrage intitulé *Inmigración de Chinos, ventajas que proporcionan al país*, fruit de leurs enquêtes auprès des hacendados particulièrement satisfaits de l'attitude des coolies, d'où Carlos Aguirre (*op. cit.*, p. 307-308, n° 9) tire les citations suivantes : « *La docilidad que tienen es una cualidad recomendable que constituye una gran ventaja sobre los peones del país. Son sumisos y no recusan trabajo alguno* ». « *Los chinos trabajan en los días feriados y en los de fiesta para nosotros* ». [Son] « *los mejores colonos que pueden traerse al Perú, por su carácter pacífico, subordinado y obediente* ».

12 « *Un estado social peor que la esclavitud abolida* » ; *op. cit.*, p. 34, cité par Carlos Aguirre, *op. cit.*, p. 301.

13 Voir : Alberto Flores Galindo, *La ciudad sumergida. Aristocracia y plebe en Lima, 1760-1830*, Lima : Editorial Horizonte, 1991, p. 95-97 et 111-118. Dans son étude du banditisme au temps de la colonie, comme réponse politique à des problèmes sociaux-politiques, Carmen Vivanco Lara montre la place qu'occupaient les Noirs, les Mulâtres, les Zambos, libres ou esclaves, au côté des Chinois, des Métis et même des Blancs dans les « *bandas* » ou « *cuadrillas* ». C'était bien un problème structurel, dont l'abolition, avec la diminution de la répression coercitive, ne fit qu'augmenter l'acuité. Voir : *Bandolerismo y movimiento social en el Perú virreynal. Lima, 1760-1819*. Tesis para

prendre d'assaut les villes, au cours de sanglantes luttes avec la police ! Les difficultés de la transition — il y en eut, certes — ne justifient en aucune manière cette description apocalyptique, qui fut d'ailleurs un des thèmes de prédilection du journal conservateur *El Heraldo de Lima*.

De là à donner dans le racisme le plus éculé, il n'y a qu'un pas. L'auteur n'hésite pas à le franchir en deux occasions. Tout d'abord d'une façon insidieuse, à propos des origines du ministre de l'Intérieur, Manuel Toribio Ureta, jeune représentant des intellectuels progressistes et principal instigateur du décret. Ce fut pour lui, laisse entendre subrepticement la note, l'occasion de compenser un complexe d'infériorité, dû à ses origines africaines, qu'il s'efforçait de cacher par une prétention à une pure et noble ascendance espagnole alors que son apparence physique (« ses traits, l'aspect crépu, frisé et très noir de ses cheveux ») la dénonçait ouvertement. Point n'est besoin d'insister sur la bassesse de l'argument : il trahit une mentalité tout à fait caractéristique de l'Amérique coloniale, férue de classements ethniques¹⁴.

La seconde évocation, de par sa dimension humoristique, eût été digne de l'illustre auteur des *Tradiciones peruanas*, Ricardo Palma, si elle n'avait été plus franchement raciste, encore que, là aussi, elle n'était aucunement étrangère à l'état d'esprit de l'aristocratie de l'époque¹⁵. Elle se rattacherait au thème de l'arroseur arrosé, puisque, lors d'une soirée officielle, les invités du président Castilla, la crème de la société liménienne et les diplomates étrangers en poste à Lima, n'osèrent prendre congé de leur hôte avant le lever du jour, de façon à échapper à un coup

optar el grado académico de Bachiller en Humanidades con mención en Historia. Pontificia Universidad Católica del Perú, Lima : 1983.

- 14 Voir : Magnus MÖRNER, « Teoría y práctica de la segregación racial en la América colonial española », *Boletín de la Academia Nacional de la Historia* 44, 1961, Caracas ; Jean-Pierre TARDIEU, « La taxinomie du métissage en Amérique latine. Quelques aspects sémiologiques », *Colloque Transgressions et stratégies du métissage en Amérique coloniale*, Centre de Recherche sur l'Amérique Espagnole Coloniale de l'Université de la Sorbonne Nouvelle, Paris III, 28 et 29 novembre 1997, in *Les Langues Néo-Latines* 305 (2), p. 11-22.
- 15 Ricardo PALMA, dans une de ses *Tradiciones* intitulée « Un noir sur le fauteuil présidentiel » évoque l'épopée du Noir León Escobar, capitaine d'une *montonera* de trente bandits, partisans du président Orbegoso, contre lequel s'était soulevé en 1835 le général Felipe Santiago Salaverry. L'affrontement entre les deux adversaires provoqua la sortie de la capitale des forces de l'ordre et facilita l'arrivée sans encombre jusqu'au palais présidentiel des hommes d'Escobar, lequel, pour sortir de la ville effrayée, exigea une rançon de 5000 pesos des édiles municipaux, qu'il reçut assis sur le fauteuil présidentiel installé dans la salle des fêtes des vice-rois. Les conseillers finirent par s'en tirer en versant la moitié de la somme demandée. Palma termine l'anecdote en se référant au témoignage de l'un de ces responsables qu'il connut dans sa jeunesse. Il lui assura que « le noir bon teint, sur le fauteuil présidentiel, s'était comporté avec une culture égale ou supérieure à celle des présidents à la peau blanche ». In « Un negro en el sillón presidencial », *Tradiciones peruanas completas*, Madrid : Aguilar, 1964, p. 1075-1076. Belle chute de la part de Palma, preuve d'humour dont n'était certes pas capable l'auteur de la note.

de main préparé au su de tous par les *montoneras*, avides de s'emparer des bijoux des dames... et de leur honneur. C'est, pour l'auteur, l'occasion de développer un autre argument, également transhistorique, celui de la « luxure effrénée » des Noirs, exacerbée par la disparition subite du contrôle des maîtres. La psychose partit, il est vrai, de faits réels — significatifs, à n'en pas douter non plus, de l'exaspération séculaire des esclaves — mais volontairement amplifiés par les tenants de l'oligarchie, en particulier à travers *El Heraldo de Lima*.

Qui était donc l'auteur de cette note transmise à l'ancienne métropole ? Un membre du parti conservateur qui soutint Echenique, représentant de la vieille oligarchie imbue de supériorité ethnique ? A la vérité, même si c'était à coup sûr un partisan convaincu du système esclavagiste, rien ne laisse entendre qu'il s'agisse d'un péruvien. La vision semble plutôt extérieure, et pourrait bien être celle d'un ressortissant espagnol, peut-être celle du consul nommé en 1855, à savoir José de Jane, ou, moins probablement celle d'un résident plus ancien, comme Ballesteros qui tenta en vain de succéder à Jane, et qui fut par la suite l'un des protagonistes du conflit hispano-péruvien (1864-1865) provoqué par la susceptibilité diplomatique de l'ancienne métropole. D'où l'évidente bienveillance envers le chef des conservateurs, respectueux de l'ordre traditionnel, manifestée dans cette note au sujet de l'abolition de l'esclavage qui aurait été adressée au ministère espagnol des Affaires Extérieures à un moment où la question de l'esclavage se posait avec acuité à Cuba, l'un des derniers territoires hispaniques du Nouveau Monde. Cet écrit feint d'ignorer qu'Echenique, et non Castilla, eut le premier l'idée de mettre les esclaves dans son camp en leur promettant cette émancipation attendue avec la plus grande impatience, et que de toute façon Castilla, sa victoire assurée, se garda bien de heurter de plein front les intérêts des maîtres. N'oublions pas qu'au Pérou, lors des affrontements civils, la promesse d'affranchissement des esclaves fut toujours, depuis le soulèvement de Francisco Hernández Girón en 1563¹⁶ jusqu'à la déclaration de San Martín du 23 février 1821¹⁷, en passant par la révolte en 1780 de José Gabriel Túpac Amaru¹⁸, un moyen de faire pencher la balance.

16 Voir : J.-P. TARDIEU, *Le soldat noir au Pérou*, op. cit.

17 Voir les textes dans *Colección Documental de la Independencia del Perú*. Tomo XIII. *Obra de Gobierno y Epistolero de San Martín*, v. 1, págs. 339 sq.

18 Le 16 novembre 1780, le cacique Túpac Amaru, en révolte contre le pouvoir colonial qui asservissait l'Indien, proclama, dans son souci de cohérence, la suppression de l'esclavage des Noirs. On consultera à cet égard : Daniel VALCÁRCEL, *La rebelión de Túpac Amaru*, México : Fondo de Cultura Económica, 1975, p. 78-79.

DOCUMENT

Ligeras indicaciones sobre la abolición de la esclavitud en la república del Perú, y sus consecuencias

B.N.M. ms. 12 032 ³⁴

Gobernaba el general D. Rufino Echenique la república del Perú, elegido por sufragio universal y aun faltaba algún tiempo para cumplirse el que la constitución peruana marca de duración en el poder a los Presidentes cuando el general D. Ramón Castilla, hombre ambicioso y poco ilustrado, pero de talento natural clarísimo y dotes de gobierno, nacido para luchar y conocedor de las personas y cosas de su país cual ningún otro, levantó parciales y se lanzó al campo en rebelión abierta.

Obtenidos algunos sucesos favorables en los departamentos o provincias, marchó sobre Lima, la capital, situándose a corta distancia de sus muros de adobe, en los campos llamados de La Palma. A ellos acudió también con su ejército el general Echenique ; y después de una reñida batalla, éste, débil e irresoluto, quedó vencido, y dueño del poder el general Castilla.

A son de campanas y entre vítores y aplausos, hizo Castilla su triunfal entrada en Lima, llamándose a sí propio Libertador de la república.

Echenique había subido al poder por los medios legales, y, procedente de una distinguida familia española, habíase enlazado a otra no menos ilustre, casando con la hija del último virrey del Perú, D. Pío Tristán, capitán general de los ejércitos españoles. Por estas circunstancias y por su carácter y educación, era uno de los jefes del partido conservador liberal, y su gobierno había atendido los intereses de las clase acomodadas, representante en cierto modo de las antiguas tradiciones españolas.

Castilla, ambicioso y turbulento, a trueque de lograr el poder, habíase manifestado amigo y protector de las clases ínfimas ; y escribió en su bandera las teorías de los más radicales ofreciendo ponerlas en práctica tan luego como lograra el triunfo.

Y así fue efectivamente. Nombrado Ministro de Gobierno uno de los más ardientes defensores de los principios ultra-liberales, un joven que por el color más que moreno de su tez, la confirmación de sus facciones y lo crespo, rizado y negrísimo de sus cabellos, denotaba evidentemente el origen africano no muy remoto de su ascendencia (aunque él se vanagloriaba de tener sangre española pura y aun noble) ; se pensó desde luego en dar la libertad a los esclavos.

Como la escasa agricultura del país consiste por punto general en plantaciones de arroz y caña e ingenios de azúcar, estaba sostenida por los negros esclavos y casi todos los servicios domésticos y mecánicos eran ejecutados por ellos ; como para sus dueños constituían una propiedad de no poco valor, era natural que éstos se opusieran con todas sus fuerzas a una medida que, tomada de improviso y sin la prudente preparación, iba a causar la completa ruina de sus intereses.

Pero el punible retraimiento en que se encierran las clases conservadoras cuando a raíz de una revolución se pasean triunfantes y llenos de audacia ciertos elementos de la sociedad, hizo que no defendieron aquellas su derecho con la energía necesaria para oponer un sólido y verdadero dique al descabellado proyecto de los libertadores.

Estos, además, comprendían que si no aprovechaban los primeros momentos, si perdían la ocasión que les ofrecía la reciente victoria y el temor de sus adversarios, era muy posible que surgiera una reacción contraria a sus propósitos.

Por eso el ya citado ministro expidió un decreto de libertad completa y absoluta de los esclavos, ofreciendo a los propietarios una indemnización que más tarde vino a ser casi ilusoria, merced a la precaria situación del tesoro.

Al principio no se sintió en gran manera el efecto de la medida decretada, por que los esclavos no sabían qué hacerse de la libertad que se les había concedido. Esto es natural :

los negros ignoraban totalmente los derechos que les otorgaba su nuevo estado, y los deberes que les imponía.

Como para quien carece de educación es más hacedero y más grato ejercitar un derecho que cumplir un deber, comenzaron los antiguos esclavos a imitar, pero sólo en el primer concepto, a los hombres libres.

« Ser libre, decían, es hacer cada uno lo que más le plazca. El hombre libre trabaja porque quiere : luego si no quiere, puede dejar de trabajar. Quédese el trabajo para quien esté obligado a él. Nosotros, que somos libres, no trabajaremos ».

Pero como el hombre libre necesita alimentarse para vivir, y el alimento sólo se consigue por el producto del trabajo propio, o apoderándose del de los demás, acogiéronse ellos a éste, y comenzó un período de robos y depredaciones, que infunde terror el recordarlo.

Reunidos los negros en partidas de veinte o más, llamadas montoneras, talaban los campos, robaban las chacras o haciendas, e iban sembrando por doquiera la ruina y la desolación.

Yermos los campos, acudieron a las ciudades, y a pie y a caballo, sosteniendo sangrientas luchas con los empleados de la policía urbana, atacaban de noche y aun de día a los pacíficos moradores de aquellas, especialmente de Lima, la capital.

Hasta tal punto llegó el escándalo que, habiendo reunido en un sarao el Presidente de la república lo más escogido de la sociedad limeña, incluso el cuerpo diplomático extranjero, no hubo nadie que se atreviese a salir de la casa del primer magistrado de la nación hasta que la luz del día viniera a dificultar el ataque de las montoneras, facilitando la defensa de las personas honradas.

Adoptaron los convidados esta precaución porque, incitados los negros por la codicia de apoderarse de las alhajas con que habrían de engalanarse las señoras que asistieron al sarao del Presidente, era público y notorio que tenían preparados un golpe de mano para aquella noche.

Otro motivo tenían, especialmente las señoras, para temer el encuentro, y era que los periódicos habían publicado horribles reseñas de los abusos cometidos en algunas infelices por aquellos bárbaros. Víctimas de la desenfrenada lujuria de los improvisados libertos fueron varias señoras, sucubiendo también sus esposos después de haber presenciado, sujetos con fuertes ligaduras, los horribles desmanes cometidos en aquellas por los montoneros.

Inútil decir que la agricultura quedó totalmente arruinada en el Perú, y, a no ser porque los productos del guano subvinieron a las necesidades del erario público, no puede calcularse qué habría sido del antiguo y floreciente virreinato.

Posteriormente ha querido subsanarse aquella inmensa pérdida, llevando colonos chinos, pero el resultado ha sido muy inferior a las esperanzas que con esto se concibieron, porque ni el chino tiene el vigor del negro, ni por su constitución puede resistir a los abrasadores rayos del sol de los trópicos, las labores durísimas que requieren el cultivo del

arroz y de la caña, ni el carácter astuto y la poca afición al trabajo de los descendientes de Confucio los hace aptos para reemplazar convenientemente al negro.

En resumen, fruto de una revolución fue en el Perú la libertad de los esclavos, dictada sin previas meditaciones, sin consultar los intereses ligados con aquella institución antiquísima, sin preparar para el nuevo estado a los que iban a disfrutarlo; y produciendo, como consecuencias lógicas y naturales, la pérdida de la agricultura, la ruina de las propiedades y hasta el malestar de aquellos a quienes quiso favorecerse, y que si antes eran esclavos de otros más ilustrados que ellos, lo fueron después de sus propias necesidades y, lo que es peor, de la codicia, la lujuria y otras desenfrenadas pasiones, sostenidas por la inmoralidad y la ignorancia.

JEAN-PIERRE TARDIEU